"Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs,

L'UNSA Education tient tout d'abord à acter positivement la tenue le 8 février dernier d'un **groupe de travail en amont** de ce CTSD. Nous saluons également que votre **projet de carte scolaire** nous soit parvenu à la veille des vacances de février avec vos propositions d'ouvertures et de fermetures nous permettant de préparer nos interventions avec les équipes concernées en toute transparence même si ce fut de part et d'autre des vacances de février.

En revanche, nous déplorons une nouvelle fois que **cette instance soit réunie en distanciel** (ce qui parasite considérablement la qualité de nos échanges) quand dans le même temps, les enseignants continuent d'être sollicités par certaines circonscriptions pour des **réunions présentielles** à plusieurs dizaines de personnes dans une même salle dans le cadre des **constellations**.

De son côté, le SE-Unsa a pris ses responsabilités en annulant ses stages syndicaux tout au long de l'année scolaire. Nous attendions la même radicalité de votre part. Non seulement, nous pensons qu'il n'est pas souhaitable de relâcher les consignes sanitaires mais nous considérons qu'associer jusqu'à 50 enseignants à des stages, même en visio-conférence, aurait pénalisé les équipes déjà rudement éprouvées par les **problèmes de remplacement**.

Nous tenons en effet à vous **alerter M. le directeur académique sur l'état d'épuisement dans lequel se trouvent les personnels** alors que la crise sanitaire ne faiblit pas. Et si nous disons régulièrement que toutes les catégories de personnels sont malmenées par la crise, y compris nos cadres et notre administration, nous rappelons qu'une heure de bureau n'est pas à mettre au même niveau de pénibilité qu'une heure de classe face à des élèves éprouvés par les conditions et donc éprouvants, c'est le moins qu'on puisse dire.

Les **postes de remplaçants manquent** cruellement comme nous l'avions signalé au CT de rentrée. Les équipes doivent chaque jour résoudre la quadrature du cercle pour limiter au maximum le brassage des élèves sans Titulaires Remplaçants pour remplacer les collègues absents. Et à l'impossible, ils tentent de trouver des solutions alternatives, épuisés par le port du masque.

Ces mots pourraient sembler excessifs mais la réalité, c'est que les nouveaux masques distribués depuis cette semaine sont plus épais encore, ils peluchent, se plaquent sur la bouche malgré le lavage et repassage préalable préconisé. Après une journée face à une classe, l'épuisement est bien réel. Sans parler de l'adaptation permanente de leurs enseignements induite par une FAQ ministérielle **mise à jour 17 fois**.

Depuis le début de cette crise, les personnels d'éducation qu'ils exercent face aux élèves, derrière les bureaux ou en télétravail nous le répétons, se sont très majoritairement engagés, bien au-delà de leur cadre de travail habituel pour que le service public d'éducation joue pleinement son rôle dans la lutte contre l'épidémie.

Nous redemandons avec insistance que tout soit mis en œuvre pour permettre aux enseignants de se concentrer exclusivement sur la gestion de crise et la continuité pédagogique.

Concernant la carte scolaire 1er degré, malgré la nouvelle baisse annoncée de 744 élèves à la rentrée 2021, le Gard se voit doté de 20 postes et cela pourrait nous rassurer. Mais à y regarder de plus près, d'une part, des mesures sont à « financer » sur cette dotation, comme le dédoublement des Grandes Sections en REP et REP+ ou le plafonnement à 24 des GS, CP et CE1 en milieu ordinaire mais aussi l'augmentation des décharges de direction.

L'Unsa Education rappelle que le Ministère s'est engagé à ce que cette augmentation ne soit qu'une première étape. **La montée en charge est attendue pour alléger les tâches des**

directrices et directeurs. De plus, il est indispensable, en parallèle, d'accompagner ces moyens par une réflexion sur les missions et la fonction de direction. Au niveau local, nous attendons les suites du groupe de suivi « Direction d'école ».

D'autre part, le contexte 2020 a rendu la situation beaucoup plus complexe en 2021, avec des ouvertures en retard et des postes de remplaçants à (re-)créer. En effet, « l'année blanche » décrétée sans concertation par le président Macron vous a conduit à fermer des postes de T.R. pour ouvrir des classes l'an dernier. Nous attendons de savoir combien vous envisagez de mobiliser de **postes pour abonder la brigade de remplaçants très insuffisante**.

Nous attendons également des **mesures qualitatives pour l'ASH et l'Ecole Inclusive.** C'était l'objet de **notre alerte sociale** évoquant des RASED en grande difficulté, des PIALs ou un Service Ecole Inclusive en manque de moyens. Le « manque de moyens » ! Encore des mots vides de sens tant on les entend sans en comprendre la réalité. Et pourtant, il y a derrière des personnels et des élèves à besoins éducatifs particuliers las d'attendre voire en souffrance. Et des enseignants qui les accueillent dans des classes ordinaires, continuant de composer sur le terrain en attendant mieux.

Depuis 10 ans, entre 200 et 500 élèves supplémentaires sont notifiés chaque année par la MDPH avec un nombre d'AESH croissant dans les mêmes proportions pour une **équipe de référents handiscol** dont le nombre ne suit pas. Ces derniers se voient demander de suivre bien plus de 200 élèves chacun, enchainant les équipes de suivi de scolarisation toute l'année au pas de charge.

Pour ces élèves à besoins spécifiques, pour renforcer ces équipes de référents et le S.E.I. ; pour décharger les coordinateurs de PIALs, combien de postes le ministre vous a-t-il réservés Monsieur le directeur académique pour faire de la « priorité à l'école inclusive » une réalité et non des simples mots entendus dans les médias ?

Enfin, la carte scolaire est étroitement liée aux opérations de **mouvement**. L'Unsa Education, lors des discussions sur les Lignes directrices de Gestion des mobilités, a prôné la qualité d'un dialogue social de proximité et demandé à ce que **les dispositions du mouvement des personnels soient présentées en CTSD** et discutées avec les représentants des personnels.

Afin de garantir la transparence et l'équité dans cette étape importante pour la carrière de nos collègues, nous vous faisons cette demande présentement.

Pour finir, nous vous le disons sans ambages Monsieur le directeur académique, la dégradation du dialogue social n'a jamais été aussi loin dans le Gard. De notre point de vue, ce sont davantage les personnels qui en font les frais que nous, leurs représentants. Nous vous demandons de restaurer les conditions d'un dialogue apaisé, d'une écoute respectueuse, d'assister personnellement aux audiences que nous sollicitons auprès de vous, comme ça a toujours été le cas dans ce département. De prendre le temps de nous répondre, dans les rares instances qui nous restent pour échanger avec vous directement, dans le cadre défini par le règlement, notamment et a fortiori lorsque nous vous relayons les questions nombreuses des **personnels plus que jamais dévoués face à cette crise qui n'en finit pas.**

Je vous remercie de votre attention.